



Attribution d'une Concession de Service Public relative au Réseau de Chaleur Urbain de la Ville de Sucy-en-Brie

Annexes au contrat – Base 25 ans :

Annexe 20 – Garantie de la maison-mère

Offre finale – 31/07/2024



Projet de CAUTIONNEMENT

(Ce cautionnement ne pourra être valablement émis que si ENGIE ENERGIE SERVICES remporte l'appel d'offre relatif à l' ATTRIBUTION D'UNE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR LE RESEAU DE CHALEUR URBAIN DE LA VILLE DE SUCY-EN-BRIE)

Ce cautionnement (le « **Cautionnement** ») est établi et conclu par et entre :

- **ENGIE ENERGIE SERVICES**, Société Anonyme au capital de 1 083 555 072 euros, dont le siège social est situé 1 place Samuel de Champlain Faubourg de l'arche, 92930 Paris la Défense, Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 552 046 955. Exerçant sous le nom commercial ENGIE Solutions (la « **Caution** ») ; et
- **Ville de Sucy-en-Brie**, dont le siège est Mairie Sucy-en-Brie, 2 Avenue Georges Pompidou, F - 94370 Sucy-en-Brie, représentée par son Maire **[Olivier Travaux]**, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du **[●]** (le « **Bénéficiaire** ») ;

La Caution et le Bénéficiaire étant individuellement une « **Partie** » et ensemble les « **Parties** »,

CONSIDERANT QUE la **[SOCIETE DEDIEE A CREER PAR LA CAUTION]** (le « **Demandeur** ») et le Bénéficiaire ont signé le **[●]** un contrat de concession de service public relatif à l'exploitation et la gestion du service public de production, transport et distribution du réseau de chaleur de la Ville de Sucy-en-Brie (la « **Convention** »).

ATTENDU QUE la Caution, actionnaire unique du Demandeur, bénéficiera directement ou indirectement de la Convention.

EN CONSEQUENCE Le Bénéficiaire a demandé à ce que les engagements du Demandeur au titre de la Convention soient cautionnés dans les conditions ci-après.

1. Portée de l'engagement

La Caution s'engage, dans les limites et conditions des présentes, à donner son cautionnement au Bénéficiaire, conformément aux dispositions des articles 2288 et suivants du Code Civil de la manière suivante :

- A payer toutes les sommes exigibles et impayées par le Demandeur en vertu de la Convention, jusqu'à concurrence des plafonds prévus dans la Convention en cas de non-respect par le Demandeur de ses obligations de paiement (les « **Obligations de Paiement** ») ;
- Se porter garant du respect par le Demandeur de l'ensemble de ses autres obligations dues au titre de la Convention et s'engager à se substituer à lui en cas de défaillance de sa part



(tout en en disposant des mêmes droits et moyens de défense) afin d'assurer la continuité du service public (les « **Obligations de Faire** »),

étant entendu que, dans tous les cas :

- (i) en aucune façon les responsabilités de la Caution en cas de défaillance du Demandeur ne pourront excéder les responsabilités auxquelles le Demandeur s'est engagé dans le cadre de la Convention. Ainsi, au titre du Cautionnement, la Caution est tenue à l'égard du Bénéficiaire dans les mêmes termes, limites et conditions que le Demandeur au titre de la Convention ; et
- (ii) La Caution disposera de l'ensemble des droits, recours et exceptions accordés au Demandeur en vertu de la Convention.

2. Mise en jeu du Cautionnement

Sous réserve des dispositions de l'article 1 (*portée de l'engagement*), en cas de défaillance du Demandeur après mise en demeure de ce dernier restée sans réponse pendant un délai consécutif de 30 jours et sur demande écrite et motivée notifiée par le Bénéficiaire à la Caution mentionnant la nature du manquement du Demandeur à ses obligations et dans quelle proportion (ci-après la « **Demande** ») conformément à l'annexe 1 (*Modèle de Demande*), la Caution exécutera ou prendra toute mesure appropriée pour faire exécuter les obligations du Demandeur selon les termes et conditions du présent Cautionnement. Dans les dix jours ouvrés suivant la date de cette notification, la Caution reprendra donc à son compte, conjointement avec le Demandeur, toutes les obligations à charge du Demandeur que ce dernier n'a pas exécutées en vertu de la Convention et qui sont visées dans la notification, comme si la Caution était elle-même partie à la Convention.

En cas d'Obligations de Paiement, les Parties conviennent expressément que toute somme due et impayée par la Caution au titre du Cautionnement portera intérêts pendant la période comprise entre sa date d'exigibilité et la date de son paiement effectif, au taux fixe de (1) pour cent. Ces intérêts de retard seront calculés sur une base journalière et sur la base d'une année de trois cent soixante (360) jours.

3. Renonciation au bénéfice de discussion

La Caution renonce expressément à se prévaloir du bénéfice de discussion prévu à l'article 2305 du Code civil.

4. Durée

Le présent Cautionnement sera valable pour toute la durée de la Convention sans toutefois pouvoir dépasser la date limite de son échéance, le [●] (la « Date d'Echéance »), sauf prolongation acceptée par écrit par La Caution.

A la Date d'Echéance, le Cautionnement deviendra automatiquement caduc de plein droit et ne pourra plus être mis en jeu pour quelque cause que ce soit, et ce même en l'absence de mainlevée ou de restitution à la Caution de l'original des présentes.

5. Autorisation du Conseil d'Administration



La Caution déclare avoir été dûment autorisée dans les formes requises par ses statuts et l'article L. 225-35 du Code de Commerce pour donner le présent engagement.

6. Modification de la Caution

Aucun terme ni disposition de cette Caution ne peut être modifié, altéré, amendé, abandonné ou complété, sauf par écrit signé par la Caution et le Bénéficiaire.

7. Droit applicable et tribunal compétent

Le Cautionnement est soumis au droit Français. Tout litige relatif au présent cautionnement qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, sera tranché par le tribunal compétent de Paris.

Fait à

Le

Signature autorisée de la Caution



ANNEXE 1 – MODELE DE DEMANDE

A : [ENGIE ENERGIE SERVICES]

en qualité de Caution

De : [VILLE DE SUCY-EN-BRIE]

en qualité de Bénéficiaire

Lettre recommandée avec accusé de réception

Date : [●]

Nous faisons référence à l'acte de cautionnement conclu le [●] (le "**Cautionnement**") entre ENGIE ENERGIE SERVICES, en qualité de Caution et [la Ville de Suty-en-Brie], en qualité de Bénéficiaire (tel que ce terme est défini dans le Cautionnement).

Les termes et expressions commençant par une majuscule et non expressément définis dans le présent acte ont le sens qui leur est attribué dans le Cautionnement.

Nous faisons référence à l'article 2 (*Mise en jeu du Cautionnement*).

Nous vous notifions par la présente que :

- (i) le Demandeur n'a pas remédié aux manquements de ses obligations contractuelles de [Merci d'insérer une description des obligations qui sont inexécutées et qui n'ont pas été remédiées par le Demandeur] prévus par la clause [●] de la Convention, dans le délai imparti de [30 jours ouvrés] après mise en demeure restée infructueuse adressée le [●] au Demandeur (ci-joint) en Annexe A.
- (ii) [le Demandeur est redevable envers nous d'une somme d'un montant de [●] euros au titre de la Convention. Ce montant est dû, exigible et demeuré impayé (le "**Montant Impayé**")]¹

[Nous demandons par la présente à la Caution, au titre du Cautionnement, de nous verser une somme égale au Montant Impayé, soit EUR [●]. Cette somme devra nous être payée dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la présente notification, par virement au crédit du compte n° [●].]² [Nous demandons par la présente à la Caution, au titre du Cautionnement, de [Merci d'insérer une description des obligations de faire].]³

[●]

Par : [●], dûment habilité

¹ Merci d'utiliser cette formulation uniquement pour effectuer une demande de paiement.

² Merci d'utiliser cette formulation pour effectuer une demande de paiement.

³ Merci d'utiliser cette formulation pour demander l'exécution d'une obligation.



ANNEXE A

[Merci d'insérer la copie de la mise en demeure du Demandeur]

